

DOCUMENT D'ORIENTATION



28^e CONGRÈS
22 / 23 MAI 2025

PRÉAMBULE

Le présent document d'orientation est proposé au débat et au vote du 28ème Congrès de l'Union Locale CGT de Saint-Étienne, réuni les 22 et 23 mai 2025. Il ne s'agit pas d'un texte figé ou d'un programme imposé d'en haut, mais bien d'une base commune pour réfléchir collectivement, confronter nos expériences, tracer ensemble une ligne d'action à la hauteur des défis de notre temps.

Nous vivons une période d'offensive brutale contre le monde du travail, dans un contexte de crise globale du capitalisme. Face à cela, il est de notre responsabilité de nous organiser, de nous renforcer, de ne pas céder au fatalisme. Ce document part d'un constat lucide : les conquêtes sociales sont attaquées, les travailleuses et travailleurs sont précarisé-es, les droits syndicaux sont remis en cause, la démocratie est de plus en plus piétinée par nos gouvernants, l'extrême-droite progresse et se retrouve aux portes du pouvoir.

Mais il part aussi d'une conviction : Nous avons les moyens de reprendre l'initiative. À condition de faire vivre un syndicalisme de terrain, de combat, enraciné dans les réalités, fidèle à ses principes de classe, tourné vers l'émancipation. L'Union Locale CGT de Saint-Étienne doit représenter un outil central pour les luttes locales, un carrefour de solidarité interprofessionnelle, un espace de formation, de débat, et de construction collective.

Depuis 2022, l'actualité politique, sociale et économique a été fortement agitée.

Plus particulièrement, la réforme des retraites a été marquée par de forte mobilisations sur le premier semestre 2023 dans laquelle notre Union locale, ses syndicats et sections, ont pleinement pris leur part. Ce combat a également été marqué par une répression sans précédents contre nos militant.e.s. A l'heure d'aujourd'hui, notre organisations syndicale lutte encore et toujours contre cette réforme injustifiée et dictée par la seule loi du Capital.

Notre Union locale n'oublie pas que la lutte des classes est plus que jamais une réalité, que le patronat de désarme jamais, et que nous devons en faire de même.

Notre Union locale s'inscrit dans son époque et dans ses luttes face au libéralisme effréné qui voudrait nous renvoyer à un droit du travail datant du 19ième siècle.

Depuis sa réélection l'uberisé Président MACRON a poursuivi son action de destruction méthodique des services publics, de la sécurité sociale, des statuts et dispositif qui protègent les salarié.e.s.

Atteintes aux libertés syndicales, au fonctionnement des instances représentatives et à leur pouvoir, destruction méticuleuse des services publics, culpabilisation et sanctions accrues pour les privé.e.s d'emploi.

Bien loin de lutter contre la précarité, Jupiter s'est acharné à continuer sa lutte contre les précaires.

Bien loin d'être le rempart prétendu contre les idées d'extrême droite, il n'en aura été que le marche pied.

Les scores électoraux des Le Pen, Zemmour et consorts sont désormais bien au-delà de l'inquiétant, nous renvoyant aux heures sombres de la République en prônant l'exclusion et la haine de l'autre.

Partout en Europe (et dans le monde), les idées fascisantes prolifèrent, accèdent au pouvoir, parfois sans même se camoufler dans des coalitions gouvernementales, marquant ainsi le rejet par les populations, non de l'idée même d'une Europe unie et solidaire, mais bien de celle d'une Europe néolibérale qui accroît la pression sur les salarié-e-s en les mettant en concurrence, pour toujours plus de bénéfices pour le Capital.

La terrible guerre en Ukraine menée par le Tsar Poutine a vu l'arrivée sur notre territoire de familles entières à la recherche de sécurité. Et dès lors que ces populations viennent d'Europe, les médias se souviennent qu'un être humain fuyant la guerre n'est pas un migrant, mais bien un réfugié.

Depuis octobre 2023, la population Gazaouie subit la haine raciale du premier ministre Israélien d'extrême droite Netanyahu, soutenu par le président Américain fraîchement réélu Trump, qui s'affiche en fasciste totalement décomplexé.

Plus que jamais, notre Union locale peut et doit être le lieu d'échange, de solidarité et de construction d'un syndicalisme de lutte.

Ce document vous propose des orientations claires, des objectifs concrets et des pistes de travail adaptées à notre contexte. Il vise à définir, à partir de notre réalité de terrain, les priorités d'action et les axes stratégiques qui guideront l'activité de l'Union Locale dans les années à venir. Il trace une perspective : celle d'une CGT de lutte, offensive dans ses revendications, et fidèle à sa vocation de transformation sociale.

Ce document est amendable : il est destiné à être discuté, enrichi collectivement, et doit servir de base commune pour décider ensemble de ce que nous voulons bâtir, ici, à Saint-Étienne et dans son agglomération.

Ces orientations n'ont de sens que si elles sont accompagnées de l'engagement des sections syndicales et syndicats dans le champ de compétence de notre Union locale qui contribueront à leur mise en œuvre et y consacreront les moyens nécessaires. Car rien ne se fera sans nous. Rien ne se fera sans vous.

Ce congrès est notre bien commun : à nous d'en faire un moment fort pour le mouvement ouvrier stéphanois.

Chaque syndiqué-e, mandaté-e par son syndicat ou sa section syndicale, est en droit de participer à l'activité de l'Union Locale au travers de la Commission Exécutive qui sera renouvelée lors de ce Congrès. Cette nouvelle Commission Exécutive élira un nouveau secrétariat. Ces organes dirigeant élus devront mettre en place, appliquer et impulser les orientations que nous aurons décidées collectivement durant ce Congrès.

Rappelons que les statuts confédéraux traitent de nos Unions Locales au travers de l'article 14 :

« L'Union Locale impulse et coordonne l'activité de la CGT dans son secteur. Elle est le lieu privilégié où les syndicats et les sections syndicales des petites, moyennes et grandes entreprises (...) peuvent définir et préciser leurs objectifs communs, épauler mutuellement leurs actions, donner toute leur efficacité aux luttes professionnelles d'ensemble. Elle développe les solidarités entre tous les salariés (...) Elle donne au déploiement de la CGT toute l'ampleur nécessaire sur son territoire. Elle contribue à la création et au développement d'organisations syndicales. »

Depuis plusieurs années, notre classe sociale subit une offensive sans précédent. Le patronat se gave de profits pendant que les travailleuses et travailleurs peinent à remplir leur frigo, à payer leur loyer, à boucler les fins de mois. À Saint-Étienne comme ailleurs, la misère avance, pendant que les dividendes explosent.

Dans ce contexte, l'Union Locale CGT de Saint-Étienne a plus que jamais un rôle central à jouer. Nous ne sommes pas une maison d'assistance ou un prestataire de services. Nous ne sommes pas un palliatif à la destruction méthodique des services publics.

Nous sommes une organisation de lutte, un outil au service de la classe ouvrière, un maillon de la bataille pour combattre et renverser un système qui écrase les plus pauvres et enrichit une poignée de parasites.

Notre congrès n'est pas un simple moment statutaire. C'est une occasion précieuse d'analyser collectivement la situation locale et nationale, et surtout de définir ensemble les grandes orientations de notre action pour les trois prochaines années. C'est un moment pour débattre, se confronter fraternellement, s'organiser plus fort.

Face à un monde capitaliste en crise, à un pouvoir de plus en plus autoritaire, à une société de plus en plus injuste, nous faisons le choix de la solidarité, de la lutte, de la conscience de classe. Nous affirmons que rien ne changera sans que les travailleuses et les travailleurs prennent leurs affaires en main.

Il serait facile de céder au découragement. Mais l'histoire du mouvement ouvrier nous a montré que rien n'est jamais figé, que le rapport de force peut s'inverser lorsque les travailleuses et travailleurs prennent conscience de leur puissance col-

lective et s'organisent. C'est précisément la mission de la CGT : offrir les outils pour comprendre, résister, se défendre, et construire les bases d'une autre société. C'est précisément la mission de notre Union locale.

Le bassin stéphanois reste marqué par son passé ouvrier. Mais ce passé est constamment effacé, renié, abandonné par les pouvoirs en place.

La casse de l'emploi ne s'est pas arrêtée. Depuis notre dernier congrès, des centaines d'emplois industriels et tertiaires ont été supprimés à Saint-Étienne et dans sa couronne, dans un contexte national marqué par une offensive généralisée contre l'emploi. Les exemples les plus marquants resteront la fermeture préméditée de ZF Mécacentre et la purge sociale chez Casino. Ces drames sociaux ont profondément affaibli notre présence dans ces secteurs. D'autres entreprises sont elles aussi confrontées à des menaces sérieuses.

Nous devons aussi développer les solidarités interprofessionnelles et porter des projets alternatifs, fondés sur les besoins sociaux, la souveraineté productive et la transition écologique – pas sur les dividendes. Aucune reconquête sociale ne sera possible sans reconquête industrielle : elle doit être transformée, socialisée, et reprise en main par celles et ceux qui la font vivre, pas par les actionnaires.

Le taux de chômage des 15 à 64 ans s'approche des 20% à Saint-Étienne, à un niveau nettement supérieur à la moyenne nationale. Le taux de pauvreté atteint quant à lui plus de 28%, soit près du double de la moyenne nationale d'environ 15%. Cette situation se traduit par une augmentation du nombre de ménages vivant avec des revenus insuffisants pour couvrir leurs besoins essentiels, exacerbant les inégalités sociales et économiques.

Par ailleurs, la politique de la ville menée par Gaël Perdriau, en particulier l'urbanisme local, renforce les inégalités. D'un côté, des projets de rénovation urbaine qui chassent les pauvres du centre-ville ; de l'autre, des quartiers laissés à l'abandon, où les services publics et même les commerces disparaissent les uns après les autres. Il voudrait même chasser nos organisations syndicales de leur Bourse du Travail pour la livrer aux nantis.

Ces indicateurs mettent en lumière les difficultés structurelles auxquelles est confrontée la population stéphanoise, notamment en matière d'emploi, de revenus et de conditions de vie.

Face à cette réalité, il est impératif pour notre Union Locale de renforcer sa présence sur le terrain, d'intensifier ses actions de soutien aux travailleuses et travailleurs précaires, et de lutter activement pour la défense des droits sociaux et économiques de toutes et tous.

La tenue d'un accueil quotidien, physique comme téléphonique, devient très compliquée. À fortiori avec une équipe réduite comme c'est le cas actuellement. De plus la gestion administrative est assurée également par cette même équipe. Nous rencontrons régulièrement des difficultés à la maintenir au quotidien, sauf au détri-

ment de l'activité revendicative et politique. Nous devons travailler à fiabiliser l'ouverture de nos accueils (par demi-journées ?) en faisant appel aux bases militantes.

Nous sommes de manière importante aidés sur ce point par les camarades de la FAPT, du CTPEP et des territoriaux de la Ville de Saint-Étienne, qui assurent régulièrement la permanence.

Notre accueil juridique fonctionne aujourd'hui grâce au militantisme chevronné d'un retraité et d'une camarade venue en renfort sur notre Union locale. L'affluence et les attentes sont trop fortes en raison des faibles moyens dont nous disposons.

Nous nous devons de laisser la porte de notre organisation syndicale ouverte aux salarié-e-s, à toutes et tous les salarié-e-s.

Le manque de moyens militants se fait ressentir et a des conséquences directes et visibles sur notre activité. La question des moyens syndicaux dédiés à notre Union locale par les syndicats se pose de manière de plus en plus cruciale, dans une période de repli sur soi engendrée par la mise en place des CSE et la perte générale de droits syndicaux.

Ce sont bien les syndicats de Saint-Étienne de sa couronne qui fixent les orientations de notre Union locale. Ce sont bien les syndicats de Saint-Étienne de sa couronne qui nous donnent, ou non, les moyens syndicaux pour mettre en oeuvre ces orientations. Il revient bien à chaque syndicat de s'interroger sur ses souhaits pour notre Union locale, mais également sur les moyens à y consacrer.

Ces questions apparaissent comme essentielles et exigent une réponse aujourd'hui pour pouvoir maintenir et dynamiser l'activité de notre Union Locale de demain. Il s'agit de faire revenir nos syndicats sur la structure de proximité, avec des droits syndicaux comme avec du temps militant, dédiés à l'intérêt collectif de notre bassin d'emploi.

II

Orientations pour le mandat 2025-2028

Face à ces constats, il est impératif de définir des axes stratégiques clairs pour renforcer notre Union Locale et répondre efficacement aux défis actuels. Les orientations suivantes visent à structurer notre action pour les trois prochaines années, en s'appuyant sur les expériences passées et les réalités du terrain.

Une UL en appui des syndicats & des sections

Renforcer la présence de l' Union Locale dans les luttes locales :

L' Union Locale de Saint-Étienne doit continuer d'être un acteur central et visible dans les mobilisations locales. Cela implique une participation active aux mouve-

ments sociaux, aux luttes locales, et une capacité à initier des actions en réponse aux problématiques spécifiques de notre territoire, en lien avec les syndicats.

Soutien logistique et médiatique :

Notre Union Locale doit continuer de fournir un appui en termes de communication, de matériel et de présence physique lors des grèves et manifestations.

Apporter notre soutien aux syndicats et sections en lutte :

Les PSE, ruptures conventionnelles collectives et autres plans de licenciements ou de restructuration se multiplient. La demande d'accompagnement et d'appui a été croissante au regard de la judiciarisation des relations du Travail et aux politiques de discrimination syndicale. Nous devons faciliter l'accès des élu.e.s et syndiqué.e.s à des avocat.e.s spécialisé.e.s dans le traitement de ces questions en reconduisant les conventions d'assistance avec les cabinets de Maître Blanc et de Maître Du-moulin, ce dernier en particulier sur les dossiers collectifs.

Création d'une commission de mobilisation :

Nous sommes confrontés à des situations d'urgence demandant toujours plus de réactivité, de disponibilité et de moyens humains. Trop souvent nous devons dépenser une énergie importante au niveau juridique pour contre carter les directions, sans être en capacité de travailler à la mobilisation de la majorité des salarié.e.s. Malheureusement nous sommes plus dans la réaction que dans l'action. Nous devons mettre en place une équipe dédiée au sein de la Commission Exécutive capable de réagir promptement aux situations d'urgence sociale ou économique, en organisant des rassemblements ou des actions de solidarité mais également d'assurer des stands en fin de manifestations.

Soutien lors des élections professionnelles :

Notre Union Locale doit renforcer sa présence dans le maximum de négociations de protocoles préélectoraux, dans les entreprises dans lesquelles nous sommes présents, comme dans celles dont nous sommes absent. C'est l'une des clés pour implanter notre CGT dans le plus d'entreprises possibles. Cela passe par la formation de nouveaux et nouvelles camarades à la négociation des protocoles préélectoraux, en particulier dans les PME.

Poursuivre l'accompagnement des élu.e.s :

La mise en place et l'accompagnement des Instances Représentatives du Personnel sont des activités chronophages. Les nouvelles et nouveaux élu.e.s ont souvent de nombreuses interrogations sur leur rôle, leurs prérogatives ou leurs droits et nous sollicitent pour y répondre, en particulier depuis l'avènement des CSE. Nous devons continuer de les aider dans leurs missions, notamment en leur proposant les formations nécessaires.

Accroître notre visibilité :

Multiplier les stands d'information sur la place publique, en centre-ville, dans les quartiers périphériques ou lors d'événements locaux ainsi que les actions militantes visibles (tractages, collages, participations à des forums, etc.)

Une UL accessible à ses syndiqué.e.s

Accueillir nos syndiqué.e.s :

L'Union locale doit poursuivre et multiplier les sessions d'accueil des nouveaux et nouvelles syndiqué.e.s

Améliorer la communication interne et externe :

Une communication efficace renforce la cohésion interne et améliore notre image publique. Il est crucial de moderniser nos outils et nos pratiques en la matière.

Renforcer notre présence sur les réseaux sociaux :

Continuer d'alimenter nos pages Facebook et Instagram. Faire connaître à toutes et tous les syndiqué.e.s la communauté WhatsApp créée récemment pour mieux communiquer et s'organiser ensemble.

Améliorer la communication avec la presse :

Constituer un fichier presse mutualisé avec l'ensemble des syndicats et tenu à jour.

Informier régulièrement :

Faire connaître régulièrement à nos adhérent.e.s les actualités locales, les luttes en cours et les succès obtenus.

Renforcer la solidarité interprofessionnelle :

Les luttes sectorielles gagnent en puissance lorsqu'elles sont soutenues par une solidarité interprofessionnelle. L'Union Locale doit être le catalyseur de cette dynamique.

Organiser des Assemblées générales interprofessionnelles régulières :

Multiplier les rencontres régulières entre les militant.e.s des syndicats et sections syndicales constituant notre Union Locale pour partager les expériences, coordonner les actions et élaborer des stratégies communes.

Développer l'éducation populaire et les temps d'échanges et de débats

L'Union Locale de Saint-Étienne, comme toute la CGT, doit être à l'initiative d'un plan de déconstruction de la communication gouvernementale, patronale et médiatique sur tous les sujets nécessaires. Parce que la lutte ne se mène pas uniquement dans les instances ou les grèves, mais aussi dans les têtes.

Organiser des événements culturels engagés et d'éducation populaire ouverts à tous et toutes :

Projections de films, débats, concerts solidaires, expositions, rencontres littéraires, etc.

Valoriser la mémoire ouvrière stéphanoise

Proposer à l'Institut d'Histoire sociale un appui lors de l'organisation de commémorations, d'événements sur la mémoire des luttes du territoire. La Bourse du Travail de Saint-Étienne, dont certains éléments architecturaux sont classés, nécessite une rénovation d'ampleur après des années d'abandon par les municipalités suc-

cessives. L'UL, en tant que dépositaire des locaux de l'ensemble des structures CGT domiciliés dans la Bourse et siégeant au comité de gestion, doit poursuivre son travail de réflexion sur le devenir de la Bourse, en partenariat avec l'ensemble des structures CGT. Pour nous, elle doit en priorité rester la maison des travailleurs et la maison des syndicats. Elle doit aussi pouvoir développer et accueillir des événements militants progressistes, des réunions publiques ouvertes à la population stéphanoise. Elle doit être un lieu d'éducation populaire. »

Organiser des temps de rencontre hors du cadre strictement revendicatif

Continuer de proposer des moments conviviaux en poursuivant notamment l'organisation d'au moins une soirée fraternelle par an accessible à toutes et tous les syndiqué·e·s quels soient leurs moyens.

Intensifier les efforts de syndicalisation :

L'élargissement de notre base syndicale est essentiel pour accroître notre représentativité et notre force d'action. Cela passe par une démarche proactive de syndicalisation par tous les moyens. L'UL doit contribuer selon ses possibilités à la création et au développement d'organisations syndicales nouvelles parmi les salariés actifs, retraités et privés d'emploi. L'objectif étant d'organiser les salarié·e·s dans des syndicats d'entreprise et de les mettre en lien avec les syndicats de branche organisés au niveau de l'UD 42 ou, le cas échéant, au niveau de l'UR. Nous devons permettre une continuité syndicale à la CGT pour les syndiqués ayant perdu leur emploi en leur proposant systématiquement la syndicalisation au CTPEP.

Une UL en soutien des salarié·e·s

Renforcer l'accueil juridique :

Depuis le confinement de mars 2020 nos permanences juridiques ont connu une demande accrue. Les licenciements et les litiges en général sont de plus en plus nombreux. Les droits des salarié·e·s sont bafoués encore plus qu'auparavant, avec, pour le patronat, de plus en plus de facilités et de moins en moins de pudeur. La crise covid a servi d'excuse à une évolution de l'accueil des salarié·e·s par l'inspection du travail et une dégradation de la qualité de service, avec des renvois quasiment systématiques sur la Bourse du Travail. Nous devons renforcer notre équipe afin de proposer un accueil juridique ouvert à toutes et tous les salarié·e·s avec une amplitude horaire plus importante afin de soulager les permanences actuelles qui sont submergées.

Mettre en lien les mandaté·e·s sur les questions juridiques :

Nous devons créer les conditions d'un travail en synergie des Conseiller.e.s du salarié et des Conseiller.e.s prud'hommaux qui interviennent dans le traitement des dossiers de litige en droit du travail, au début pour les premier.e.s, à la fin pour les second.e.s. Un travail doit être fait pour que les conseillers du salarié travaillent en équipe, se réunissent, échangent et partagent leurs expériences et connaissances.

Les propositions concrètes que nous formulons – outils, pratiques, initia-

tives, etc. – s'inscrivent dans une orientation syndicale plus large. C'est cette cohérence entre le quotidien de l'action syndicale et les finalités que nous portons qui permet de construire un syndicalisme à la fois efficace dans l'immédiat et porteur de transformation sociale.

Une UL combative, démocratique & de transformation sociale

Une Union Locale de lutte de classe :

Nous affirmons la nécessité de faire vivre une Union Locale clairement positionnée du côté des exploité·es, contre les exploiters. Nous ne cherchons pas à «trouver un équilibre» entre le travail et le capital, mais à organiser le monde du travail pour renverser l'ordre établi. Nos intérêts sont irréconciliables avec ceux du patronat. La société capitaliste repose sur l'exploitation et l'injustice. Il ne peut y avoir de compromis entre ceux qui produisent les richesses et ceux qui s'en emparent. Nous refusons toute forme de syndicalisme d'accompagnement ou de cogestion. Nous voulons un syndicalisme de lutte, de classe, de masse, et de rupture, qui assume pleinement le conflit, en particulier la grève, comme levier de transformation.

Une Union Locale porteuse d'un projet émancipateur :

Nous ne luttons pas pour des miettes. Nous ne voulons pas « *aménager l'exploitation* », ni « *répartir un peu mieux l'injustice* ». Nous voulons en finir avec le capitalisme, avec sa logique de profit, de concurrence, de domination. Nous voulons une société où l'économie est planifiée démocratiquement, où les richesses sont réparties selon les besoins, où le pouvoir appartient aux travailleuses et aux travailleurs. Comme le déclarait la Charte d'Amiens :

“Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicat poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme: il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste [...]”

Nous affirmons résolument notre volonté d'une société émancipatrice, basée sur :

La socialisation des moyens de production et d'échange, pour en finir avec l'appropriation privée des richesses produites par le travail.

L'exercice concret du pouvoir par les travailleuses et travailleurs, à toutes les échelles dans les entreprises, les territoires, et jusqu'au niveau national.

L'abolition du pouvoir patronal, c'est-à-dire la fin de la domination d'une minorité sur l'économie, sur le travail, sur la société.

L'organisation de l'économie autour des besoins humains et des impératifs écologiques, et non autour du profit, de la rentabilité et de la concurrence.

Cela ne se décrète évidemment pas, mais se construit par la lutte, par l'organi-

sation, par l'élévation du niveau de conscience collectif.

C'est pourquoi nous devons assumer, dans notre Union Locale, la formation, les débats d'orientation, et l'ancrage dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Notre syndicalisme doit aussi être à la hauteur de la réalité de notre classe : diverse, traversée par des oppressions multiples, et confrontée à des formes spécifiques d'exploitation. Si nous voulons construire un rapport de force solide, il faut affronter ces réalités de front, les intégrer à nos pratiques, et ne pas les reléguer au second plan.

Un syndicalisme féministe :

Le monde du travail est profondément marqué par le patriarcat. Les femmes, et en particulier les femmes précaires ou mères isolées, occupent les emplois les plus mal payés, les plus dévalorisés, les plus précaires. Elles subissent aussi plus fréquemment le temps partiel imposé, les interruptions de carrière, les violences sexistes au travail et dans la vie.

Nous devons faire de l'égalité salariale réelle une priorité syndicale. Nous devons dénoncer et combattre les violences sexistes et sexuelles dans les entreprises mais aussi dans nos organisations et ainsi envisager la production par la CE d'un protocole concernant les VSS en interne et faire connaître à nos adhérents l'existence d'une cellule de veille contre les violences sexistes et sexuelles dans la CGT (celluleviolences@cgt.fr).

Nous devons continuer de donner toute leur place aux camarades femmes dans les responsabilités syndicales, y compris dans nos structures dirigeantes, et accompagner les syndicats et sections en ce sens lorsqu'il l'estime nécessaire.

Nous affirmons que le féminisme est une affaire de classe, et que l'émancipation des femmes est un levier pour l'émancipation de toute la société.

Un syndicalisme antiraciste et antifasciste :

Le racisme structurel n'est pas une simple opinion : c'est un rouage du système capitaliste, utilisé pour diviser la classe ouvrière, organiser la surexploitation d'une partie de ses membres, et détourner la colère sociale vers des boucs émissaires désignés.

Nous luttons contre les discriminations systémiques à l'embauche, à l'accès à la formation, à l'évolution professionnelle, qui maintiennent des catégories entières de travailleurs et travailleuses dans les emplois les plus précaires et les moins reconnus.

Nous dénonçons les pratiques policières ciblées et répressives, couplées à un accès plus difficile aux droits sociaux fondamentaux, comme le logement, la santé ou les prestations sociales.

Nous combattons l'invisibilisation des travailleurs et travailleuses sans papiers, pourtant indispensables à de nombreux secteurs de l'économie, et maintenus

dans une situation de vulnérabilité organisée.

Être une union Locale antiraciste, c'est :

Refuser toute complaisance avec les discours réactionnaires.

Lutter pour la régularisation de toutes et tous les salarié-e-s sans papiers.

Porter un discours clair contre l'islamophobie, l'antisémitisme et toutes les formes de racisme, dans les entreprises comme dans la société.

Être une Union Locale antifasciste, c'est :

Mener un travail de terrain pour démasquer l'arnaque sociale de l'extrême droite, et accompagner les syndicats et sections dans cette démarche.

Refuser les amalgames et les dérives sécuritaires qui alimentent les idées de haine.

Tenter par tout moyen de ramener les camarades égaré-e-s vers nos valeurs, mais être sans complaisance lorsque cela s'avère impossible.

Un syndicalisme internationaliste :

Notre combat s'inscrit dans une solidarité internationale entre les peuples. L'exploitation n'a pas de frontières, la lutte non plus. Les firmes transnationales organisent la division internationale du travail, délocalisent, pillent les ressources, imposent des conditions de travail dégradantes partout sur la planète.

Être une union Locale internationaliste, c'est :

Soutenir les luttes des salarié-e-s dans le monde entier.

Condamner fermement l'impérialisme, en particulier l'impérialisme français, ses interventions militaires, ses accords commerciaux destructeurs, ses pillages économiques.

Porter la voix d'une solidarité des classes contre les logiques de guerre, de colonisation et de domination des peuples.

Un syndicalisme pilier de la défense des services publics :

La défense des services publics constitue une dimension essentielle de notre syndicalisme. Santé, éducation, énergie, transport, justice, sécurité sociale, culture, etc. : les services publics sont des biens communs, arrachés par la lutte, qui structurent la vie des classes populaires et garantissent l'accès à des droits fondamentaux.

Leur affaiblissement, leur privatisation partielle ou totale, leur transformation en pseudo-entreprises pilotées par des logiques de rentabilité sont autant d'attaques directes contre notre camp social.

Notre Union Locale doit continuer à jouer un rôle central dans leur défense, non pas uniquement en les « *sauvegardant* », mais en portant une exigence de reconquête et de renforcement.

Cela suppose de revendiquer des embauches massives, des moyens, une gestion démocratique, et de lier cette bataille à notre projet d'ensemble : une société fondée sur les besoins, pas sur le profit.

Nous devons assurer la coordination interprofessionnelle entre les syndicats des services publics du territoire, en relayant leurs luttes, et en créant du lien avec les usagers et les habitants.

Notre Union Locale doit être un point d'appui solide pour les travailleuses et travailleurs du territoire. Pas simplement un lieu d'accueil ou de permanence, mais un véritable outil collectif : capable d'intervenir dans les conflits, de faire circuler les luttes, de former, de syndiquer, et de porter un travail d'éducation populaire.

Il y a urgence à renforcer notre implantation, à relancer l'activité interprofessionnelle, à retrouver un ancrage durable dans les entreprises, les quartiers populaires et les services publics.

Nous devons faire en sorte que, dans les faits comme dans les esprits, notre Union Locale des syndicats CGT de Saint-Étienne devienne, dans les années à venir, un véritable pôle de résistance populaire : capable de regrouper, d'organiser et de faire converger les travailleuses et travailleurs du territoire.

Elle doit être à la fois un outil syndical utile, structuré, réactif, et un espace vivant. Pour cela, nous avons besoin de la contribution de toutes et tous : élu·e·s, mandaté·e·s, syndiqué·e·s, mais aussi de l'implication active de tous les syndicats et sections syndicales du territoire.

Une Union Locale plus forte, plus efficace, pour remplir encore mieux ses missions, pour dynamiser davantage notre activité interprofessionnelle.

Une Union Locale plus ambitieuse, mieux préparée aux défis auxquels nous sommes confrontés dans cette période de régression organisée.

C'est en conjuguant nos forces et en construisant collectivement que nous ferons vivre une Union Locale à la hauteur des enjeux.





130 ANS

– 1895 / 2025 –